Renforcement des capacités du personnel de la DPB à l'appropriation de la SND30

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DSCE

Par

M. FOTSO SIMO Serge

Division de la Prospective et de la Planification Stratégique
MINEPAT

Mars 2021

Objectifs de l'exposé

Objectif 1

Partager avec les participants les objectifs de développement de long terme du Cameroun, les différentes phases de mise en œuvre des politiques pour l'atteinte de cet objectif et les objectifs visés à chaque phase

Objectif 2

Partager le bilan des réalisations obtenues au cous de la mise en œuvre du DSCE

Objectif 3

Partager le chemin restant à parcourir pour l'atteinte des objectifs de la Vision 2035

Objectif 4

Partager les principaux défis à relever au cours de la seconde phase de la Vision 2035

Plan de l'exposé

PLAN DE LA PRESENTATION

1. Introduction: Vision et ses phasages
2. Contexte de la mise en œuvre du DSCE
3. Objectifs et considérations clés du DSCE
4. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE
5. Chemin restant à parcourir pour l'émergence
6. Principaux défis à relever et implications

1. Introduction: Vision 2035 et ses phasages

I. Introduction

1. Phase de la Vision

1

Le Cameroun a adopté en 2009 une vision de développement à long terme qui définit le nouveau cadre de planification et fixe les objectifs à atteindre

2

Le but ultime de la Vision est de faire du Cameroun, à l'horizon 2035, un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité

3

Il est question à cet horizon d'atteindre le stade de pays a revenu intermédiaire de la tranche supérieure

4

Cette vision se décline en trois phases, comme on peut le voir a travers le schéma qui suit

I. Introduction

1. Phase de la Vision

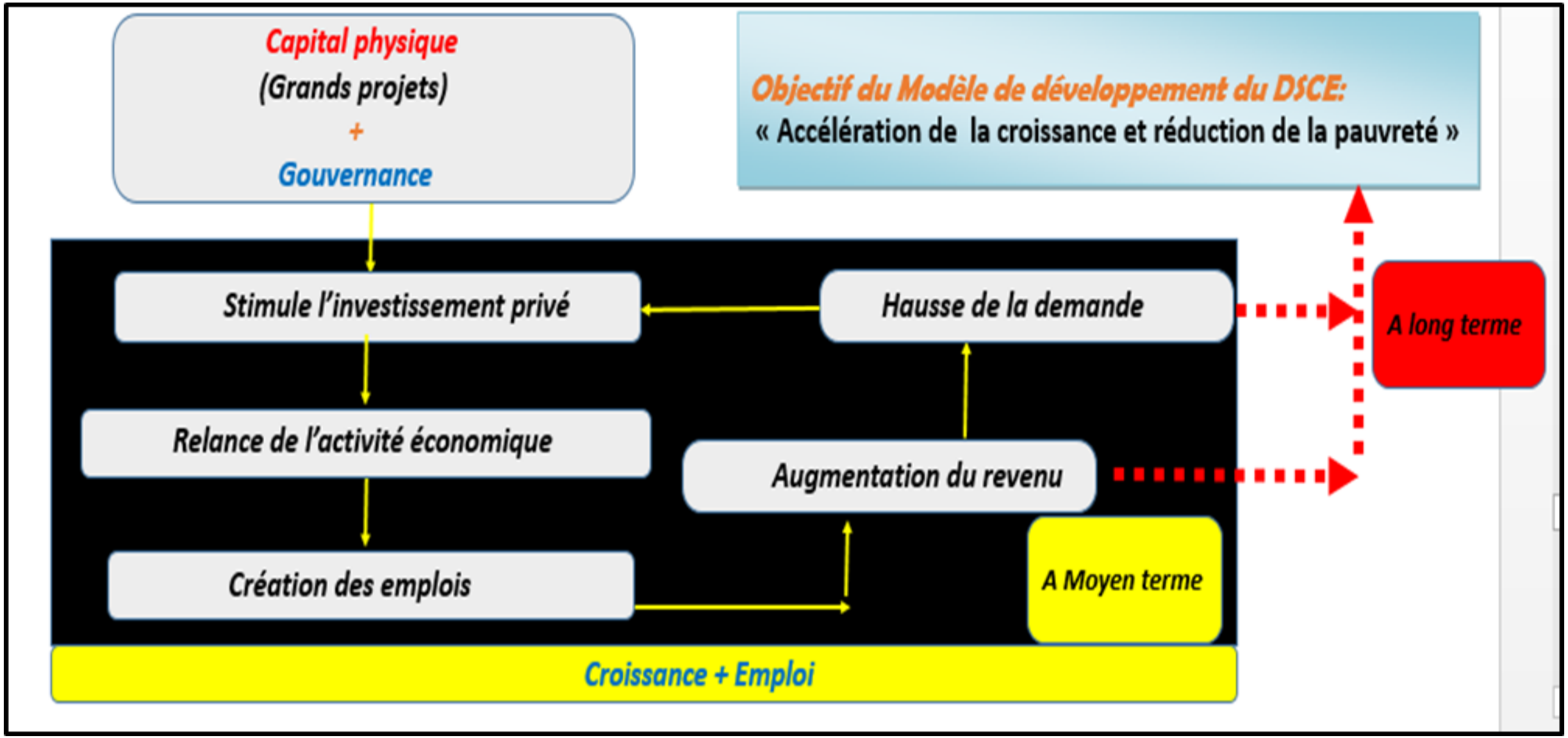
Marche vers l'émergence

Première phase	Deuxième phase	Troisième phase
2010 – 2019 (DSCE)	2020 - 2027	2028 - 2035
Objectifs poursuivis	**Objectifs poursuivis**	**Objectifs poursuivis**
• *Accélération de la croissance* • *Création des emplois formels* • *Réduction de la pauvreté* • *Amélioration de la gouvernance*	• *Consolidation de la croissance* • *Elargissement de la distribution des richesses* • *Intensification de la mécanisation de l'agriculture* • *transformation industrielle* • *Amélioration de la gouvernance*	• *Consolidation de l'industrialisation* • *Densification de l'inclusion sociale* • *Consolidation du climat des affaires* • *Amélioration de la gouvernance*

2. Contexte de mise en œuvre du DSCE

I. Contexte de mise en œuvre du DSCE

Modèle Economique du DSCE



I. Contexte de mise en œuvre du DSCE

Sur le plan national

Émeutes de la faim de 2008

Ratification des APE en 2014 conclut depuis 2008

Insécurité frontalière depuis 2013, Extrême-Nord et Est

Crise socio politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016

Sur le plan international

La crise économique mondiale 2008-2012

décélération de la croissance Chinoise et de la zone euro suite à la crise économique mondiale de 2008-2012

La guerre civile en Centrafrique éclatée en décembre 2012

Les exactions de Boko Haram depuis 2014

Chute brutale des cours mondiaux du pétrole brute et du prix des matières premières en 2015

3. Objectifs et considérations clés du DSCE

III. Objectifs et considérations clés du DSCE

Rappel des principales cibles de la première phase de la Vision (DSCE)

01 Croissance économique

Porter la croissance à 5,5 % en moyenne annuelle dans la période 2010-2020 notamment en boostant l'agriculture de sorte que la croissance du secteur primaire soit de 5 % en moyenne annuelle.

02 Emplois décents

Ramener le sous-emploi de 75,8 % à moins de 50 % à l'horizon 2020 en accroissant l'offre d'emplois décents, en améliorant l'adéquation de la demande d'emplois ainsi que l'efficacité du marche du travail.

03 Pauvreté

Ramener le taux de pauvreté monétaire de 39,9 % en 2007 à 28,7 % en 2020. L'atteinte de cet objectif devait résulter d'une combinaison des effets conjoints obtenus de la mise en œuvre de diverses politiques économiques sur toute la période.

III. Objectifs et considérations clés du DSCE

Rappel des Considérations clés pour la mise en œuvre du DSCE

01 Relever progressivement de 20 à 30% (à l'horizon 2020) la part de l'investissement public dans les dépenses totales de l'Etat

02 Affectation de ressources massives aux grands projets d'investissements publics afin de trancher avec le saupoudrage généralisé de l'investissement public

03 Procéder à des allégements importants sur les procédures de marchés et la nature du contrôle budgétaire

04 Elargir les options de politique économique en activant notamment toutes les possibilités d'usage de la politique monétaire

05 Tout mettre en œuvre pour enrayer définitivement, l'absurde incapacité d'absorption des crédits

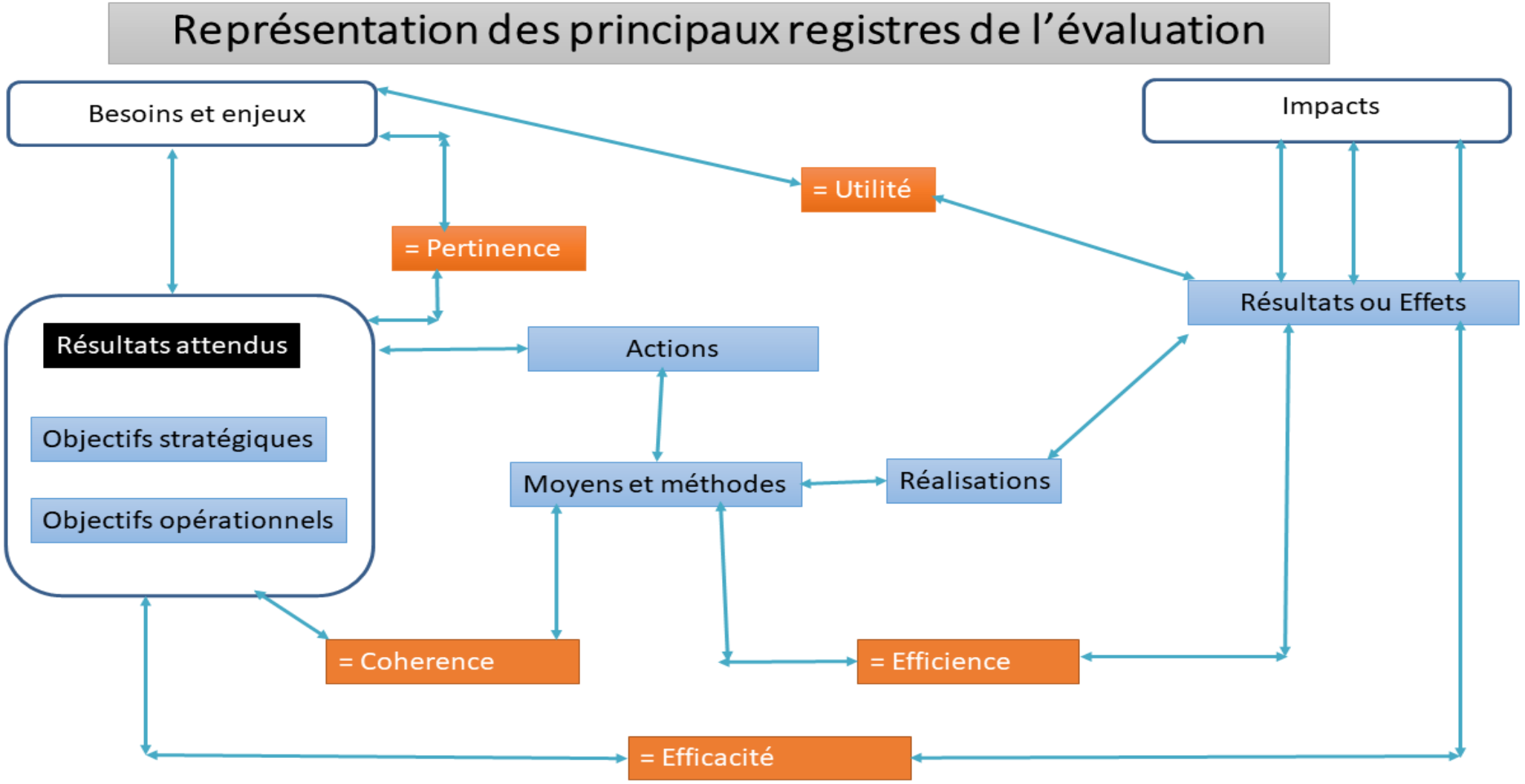
06 L'aide publique au développement (y compris les dons) sera désormais canalisée dans une large mesure (au moins 70%) vers les grands projets et les secteurs prioritaires

4. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

Rappel de la démarche d'évaluation

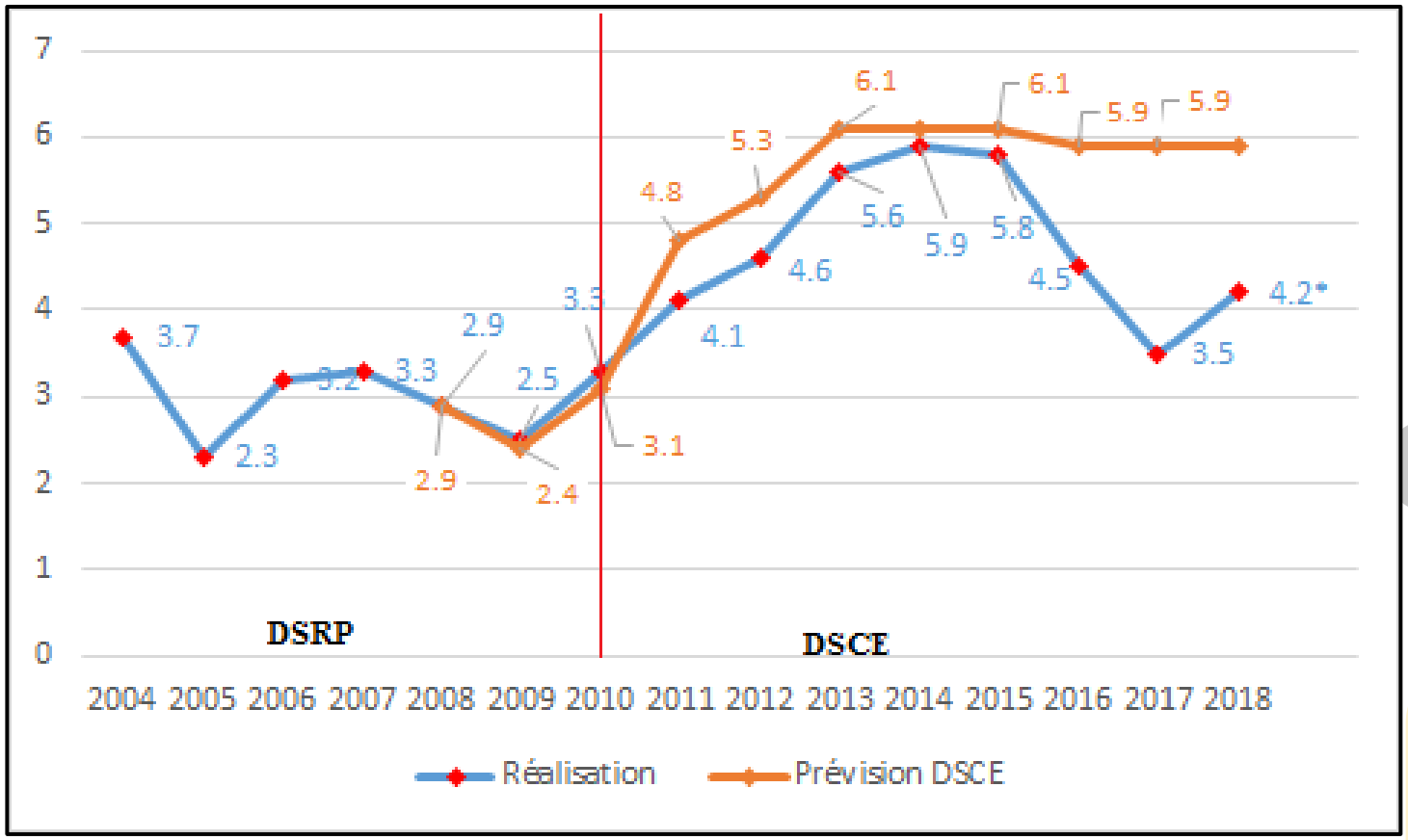
L'évaluation des politiques de développement a porté sur une analyse quantitative avec des données disponibles et une analyse qualitative (entretiens avec les responsables des administrations publiques, du secteur privé).



IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

A. En Matière de Croissance et structure du PIB

Graphique 1 : Taux de croissance entre 2004 et 2018



Source : Comptes Nationaux, INS.

Niveau de la croissance

Legèrement en dessous des prévisions du DSCE (4,6% en moyenne entre 2010 et 2019 contre 5,5% cible par le DSCE)

Resilience de l'economie

Taux de croissance du Cameroun nettement au dessus de celui de la moyenne CEMAC et relativement peu affecté par la crise des dévises

Accroissement du pouvoir d'achat

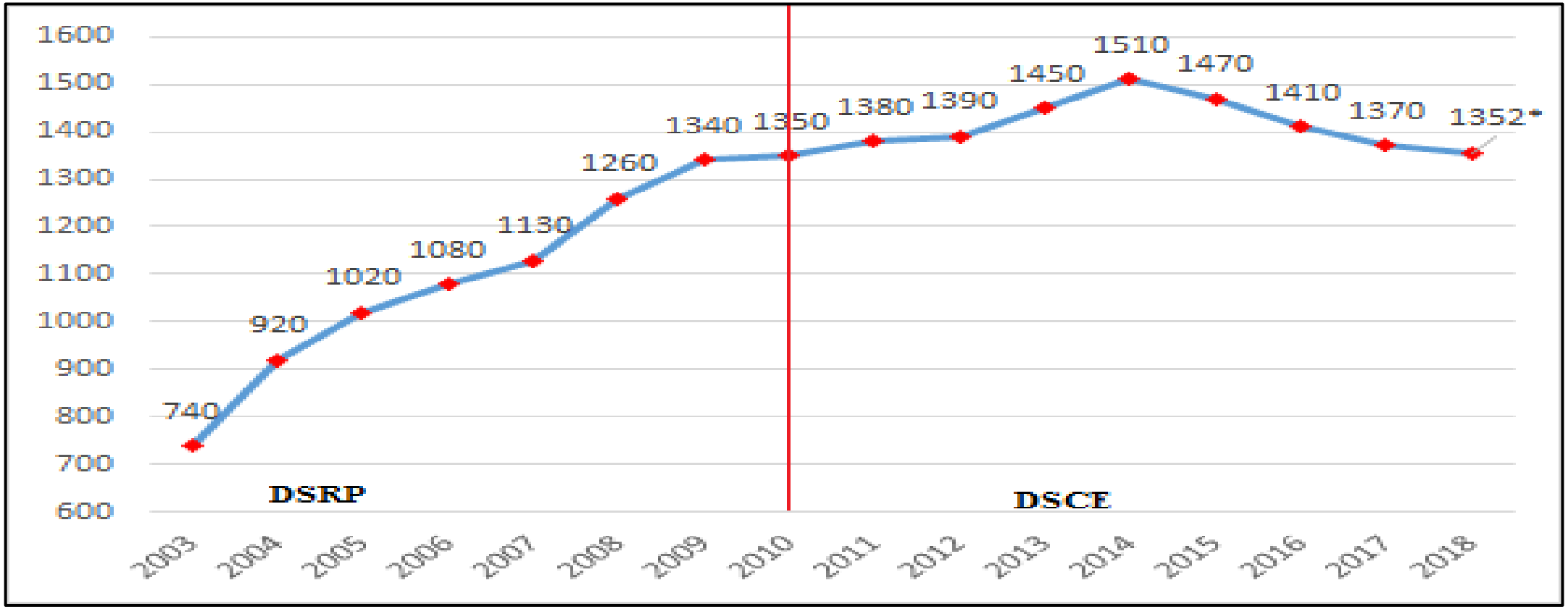
Taux de croissance nettement au dessus du taux d'inflation (2 à 3%) et du taux de croissance moyen de la population (2,6%)

En 2016, un ralentissement de l'économie a été observé du fait de la baisse des cours des matières premières depuis 2014, notamment du pétrole ; des crises sécuritaires dans les régions de l'Extrême-Nord, de l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

A. En Matière de Croissance et structure du PIB

Graphique 2 : Évolution du RNB/hab entre 2003 et 2018 (en $ US courants).



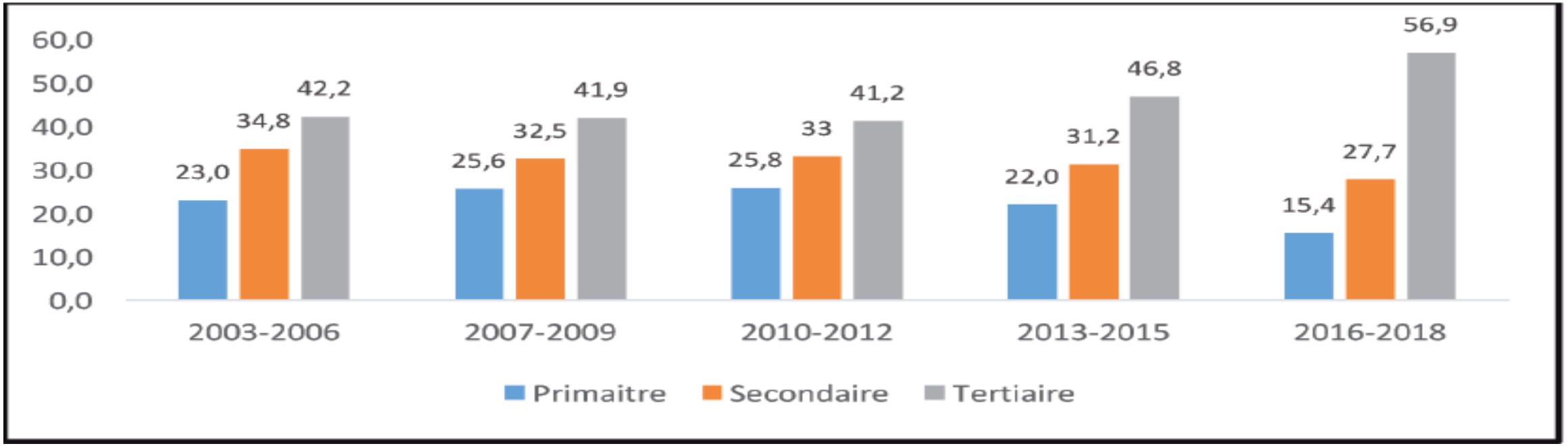
Source : Banque Mondiale, RNB/hab., méthode Atlas, $ US courants

Le RNB/hab du Cameroun demeure encore entre les seuils de 1 006 $ - 3 955 $ (en valeur de 2017)

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

A. En Matière de Croissance et structure du PIB

Graphique 3 : Evolution moyenne de la répartition du PIB par secteur d'activité entre 2003 et 2018



Source : Comptes Nationaux, INS.

✓L'évolution globale de la structure du PIB par secteur n'a pas véritablement changé avant et après la mise en œuvre du DSCE.

✓La contribution du secteur tertiaire à la formation du PIB s'est située au-delà de 50% tout le long de la période de mise en œuvre du DSCE. Avec une contribution annuelle autour de 25 %, le secteur primaire est celui qui contribue le moins au PIB.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

B. En Matière de création d'emploi

Persistance du sous-emploi

Profil de sous-emploi supérieur à la cible du DSCE (77% contre 50% cible)

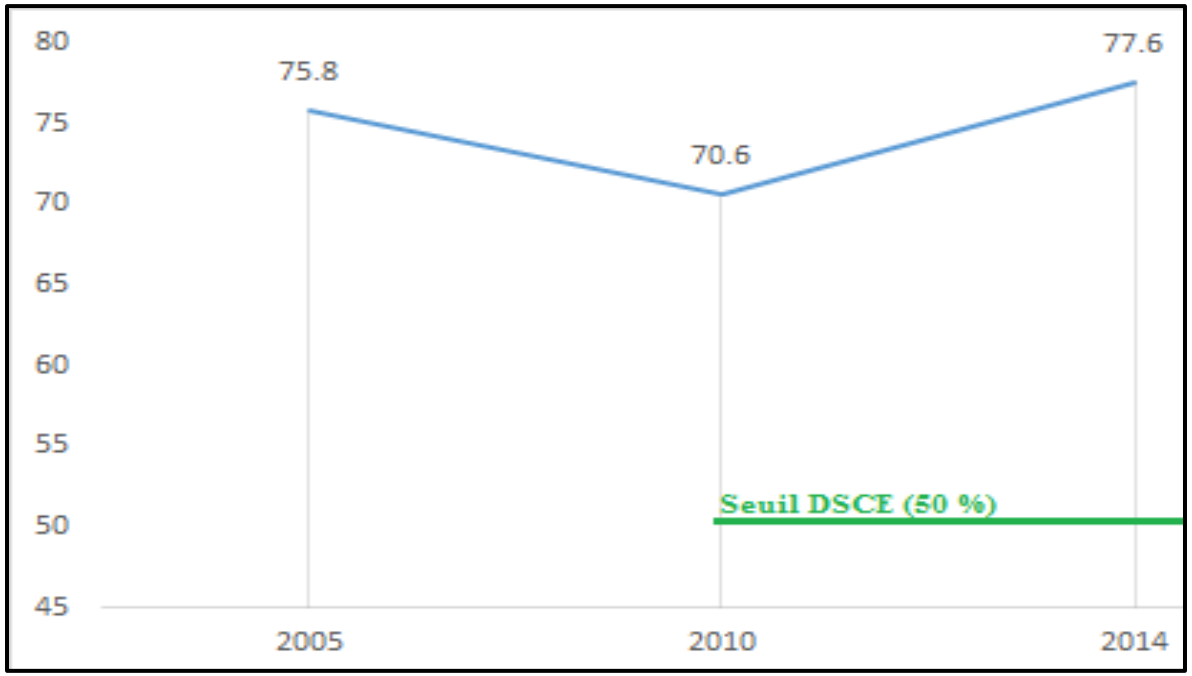
Prolifération du secteur informel

Plus de 90% des actifs occupés exercent dans le secteur informel en 2014

Accroissement du chômage

Le chômage et le sous-emploi se sont également accrus chez les catégories les plus vulnérables (femmes, jeunes).

Graphique 4 : Évolution du taux de sous-emploi entre 2005 et 2014

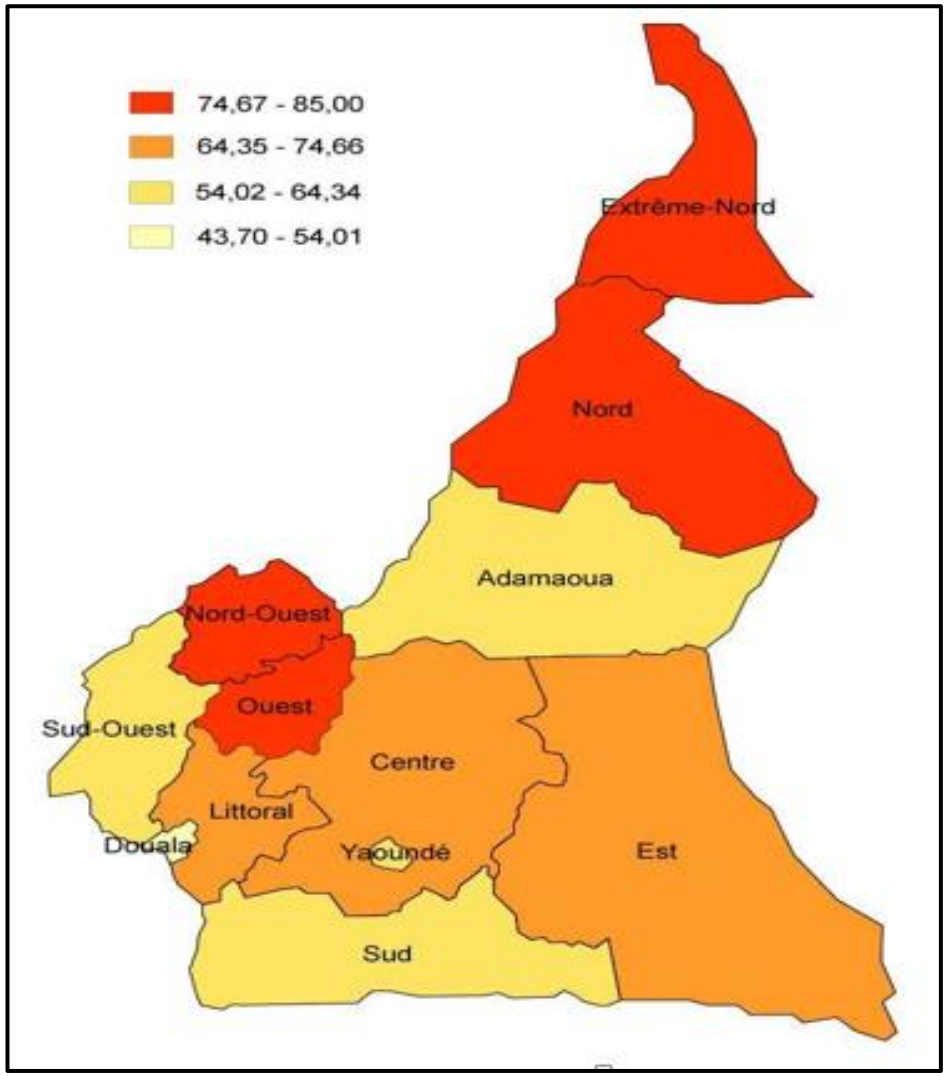


SOURCE : INS (EESI 1&2, 2005 ET 2010 ; ECAM 3&4, 2007 ET 2014)

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

B. En Matière de création d'emploi

Taux de sous emploi en 2014

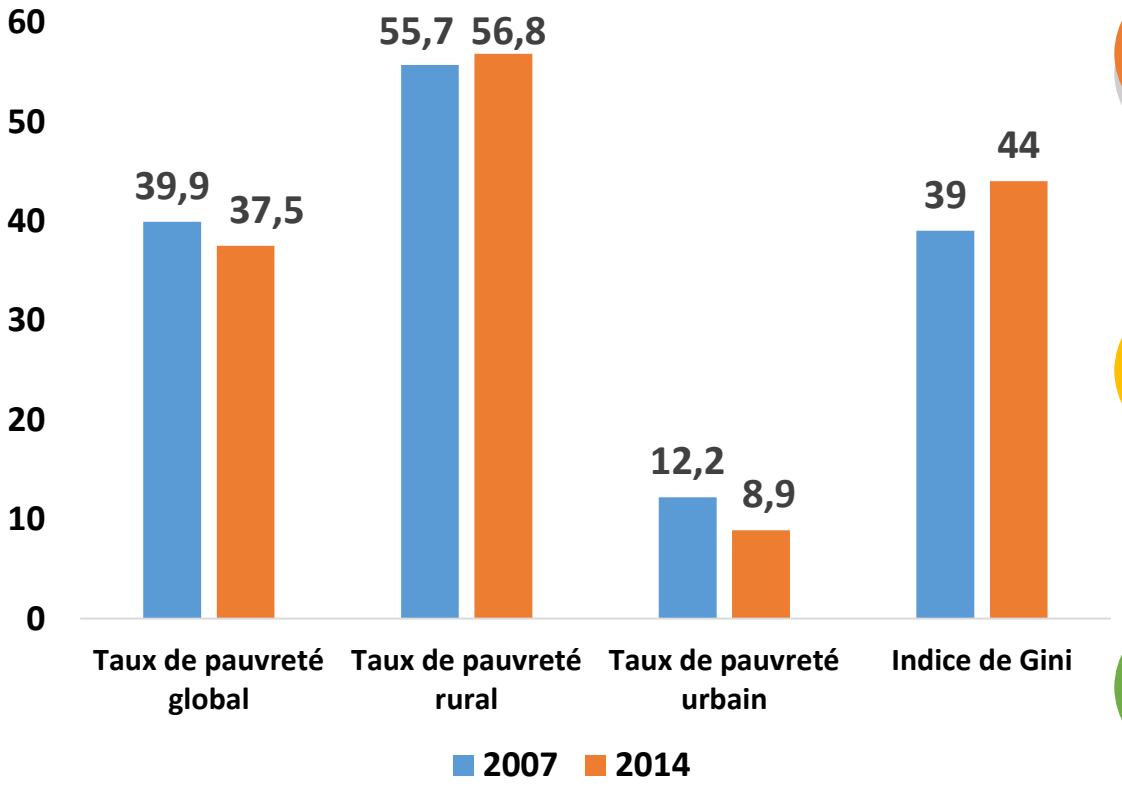


1. **Il y aurait une tendance à la hausse du taux de sous-emploi global**
2. **Les jeunes sont les plus frappés par le sous emploi**
3. **Les régions de l'Extrême-Nord (86,7%), du Nord-Ouest (84,2%), du Nord (83,6%) et de l'Ouest (82,6%) enregistrent les taux de sous-emploi global les plus élevés chez les jeunes.**

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

C. En Matière de pauvreté et d'inégalités

Graphique 5 : Évolution du taux de pauvreté entre 2007 et 2014



1 Evolution de la pauvreté

Le taux de pauvreté est passé de 39.9% en 2007 à 37.5% en 2014, soit une diminution de 2.4 points

2 Evolution des inégalités

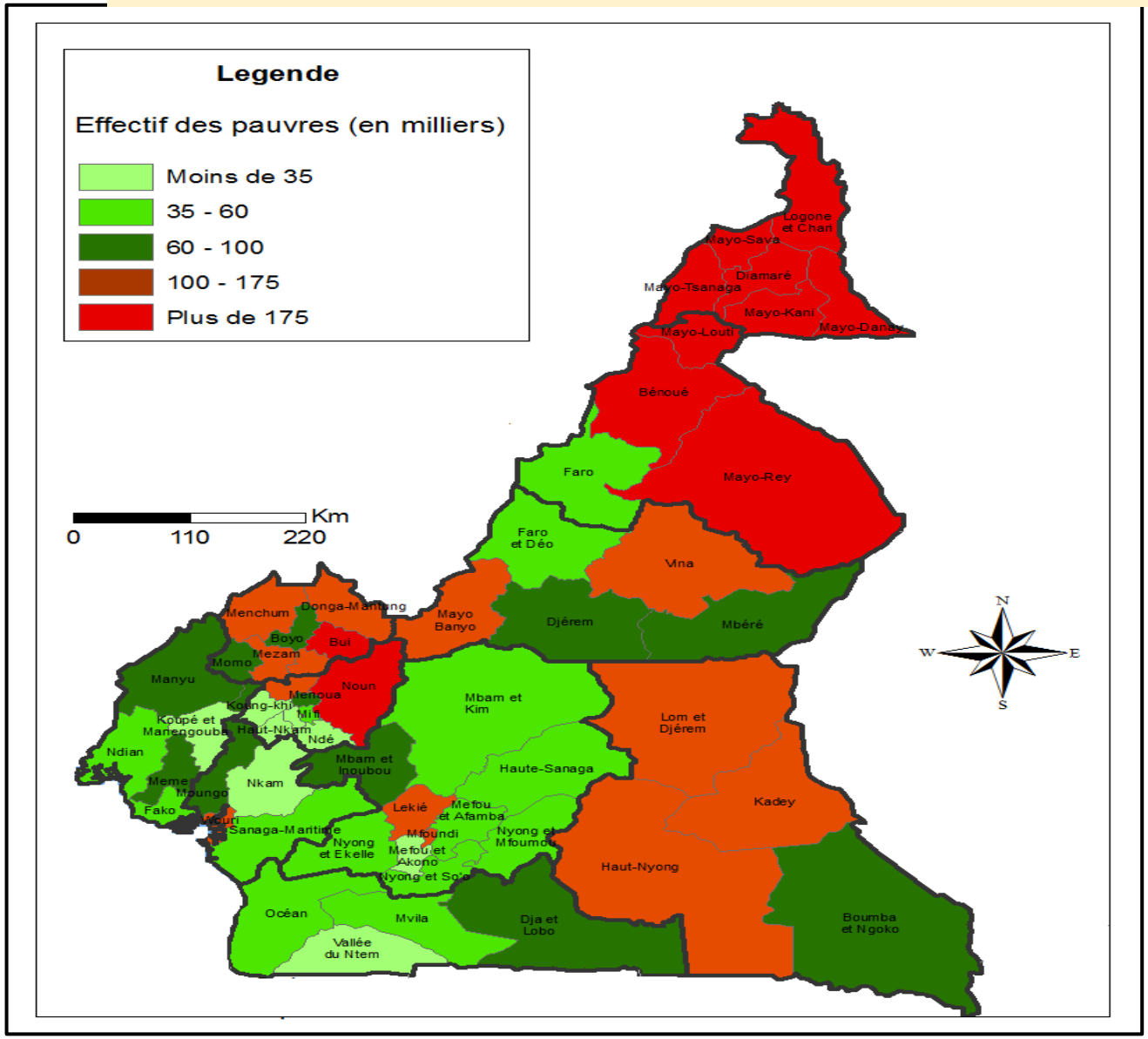
L'indice des inégalités de revenus se situe à 44% en 2014 contre 39% en 2007, soit une hausse de 5 points

3 Disparités spatiales de la pauvreté

Le taux de pauvreté s'est accru en milieu rural et l'essential des pauvres (9 sur 10) se trouve en milieu rural

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

C. En Matière de pauvreté et d'inégalités



Répartition du nombre de pauvres sur le territoire en 2014

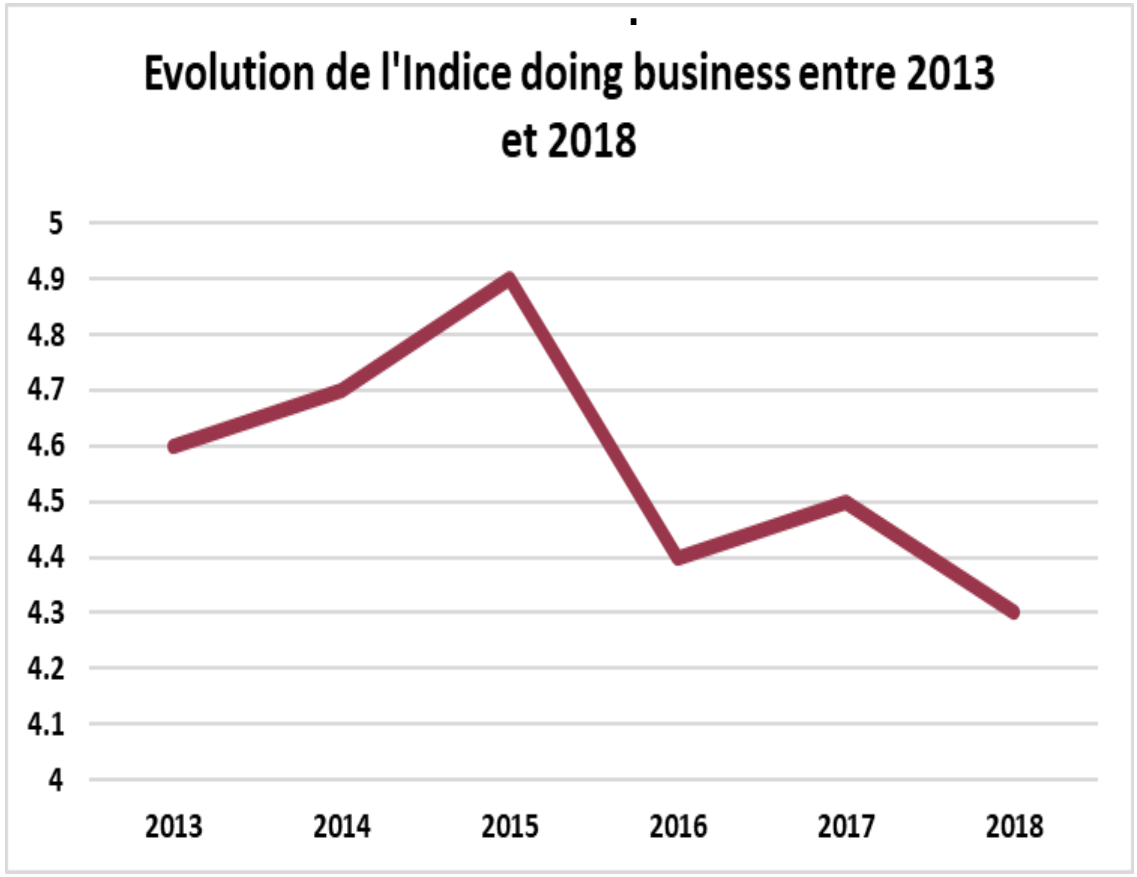
Forte disparité du phénomène de pauvreté au niveau régional.

Les pauvres se retrouvent principalement dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord de l'Est et du Nord-Ouest.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

D. En Matière de Gouvernance

Graphique 6 :



La situation du climat des affaire a évolué en dent de scie et le niveau actuel est encore en dessous de la cible visée

La corruption, la complexité des procédures douanières, fiscales et les lenteurs administratives de manière générale font partie des goulot d'étranglement de l'amélioration du climat des affaires au Cameroun

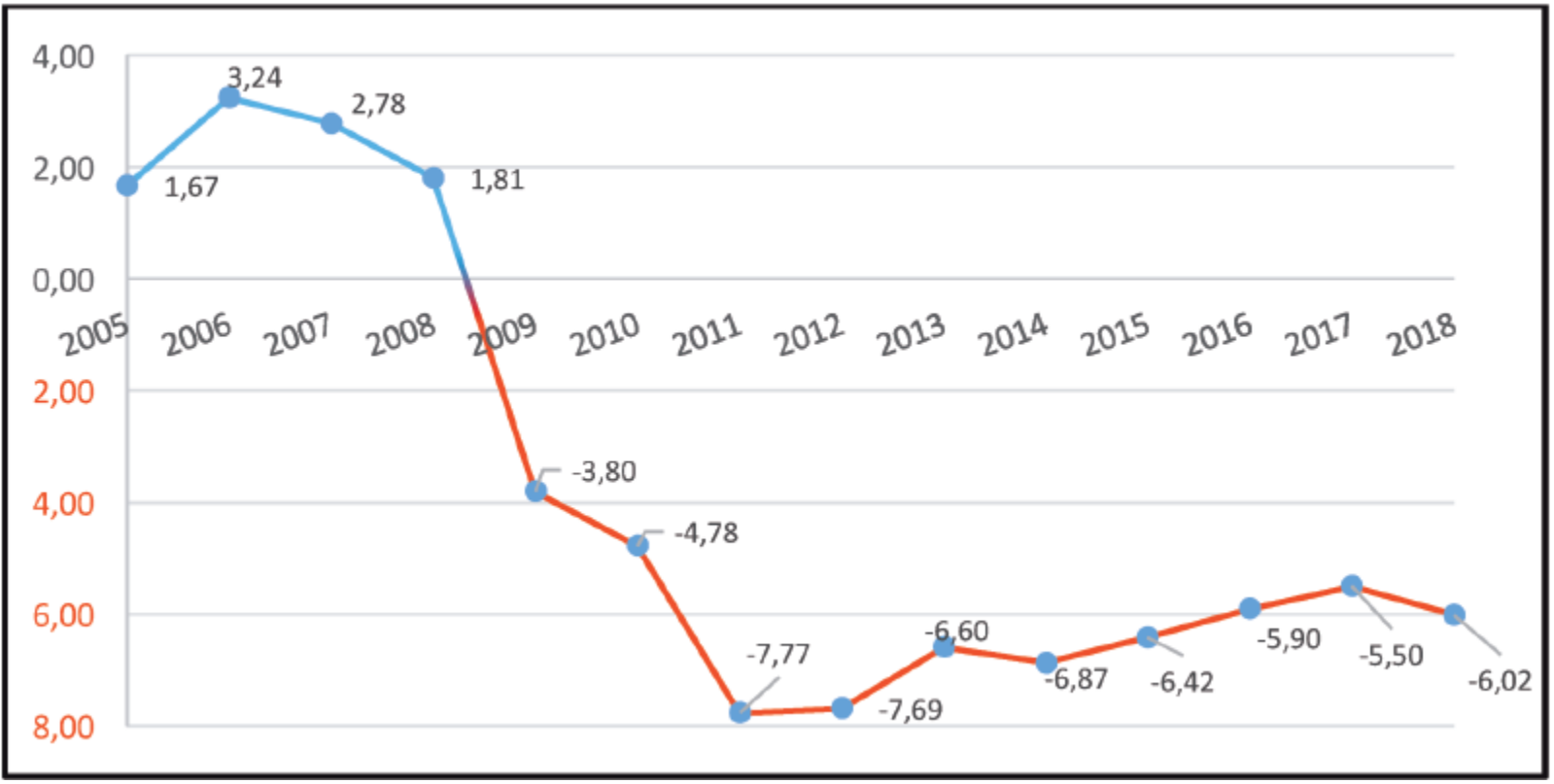
Plusieurs progrès notables ont par contre été réalisés dans le secteur de la gouvernance institutionnelle depuis 2010 avec la mise sur pied du Senat et de la Conseil Constitutionnel

La mise sur pied des conseils régionaux et l'accélération de la décentralisation viennent consolider ces progrès

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

E. En matière de Commerce extérieur

Graphique 7 : Evolution de la balance commerciale (en % du PIB) entre 2005 et 2018



Source : Comptes Nationaux, INS.

Accroissement des exportations

La tendance des exportations est globalement haussière depuis 2000. Elles se sont accrues de manière quasi continue depuis 2010 après une période de récession entre 2007 et 2010.

Accroissement rapide des importations

Le volume des importations s'est accru plus rapidement que les exportations, et en particulier dès 2010 qui marque le début de la mise en œuvre des grands projets qui a nécessité l'importation de plusieurs équipements.

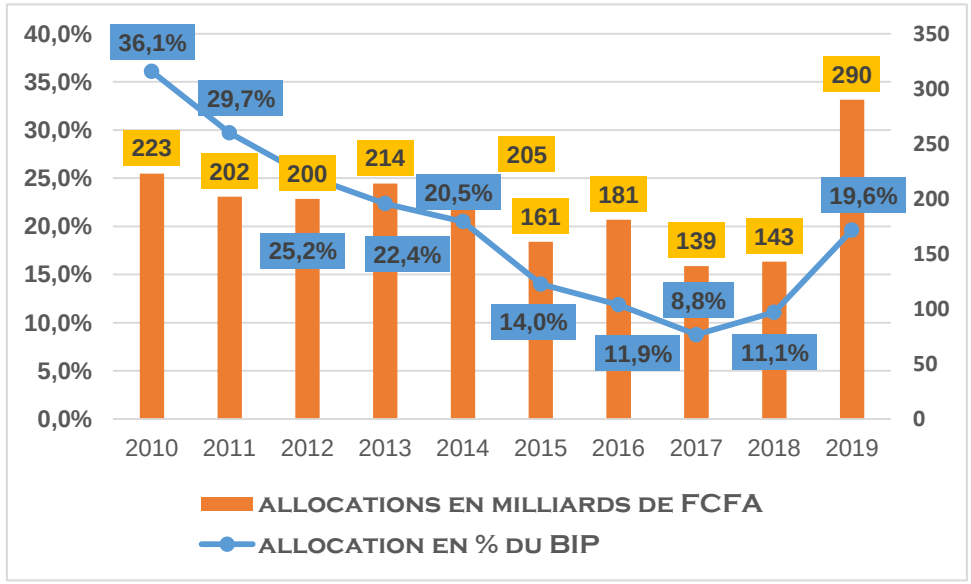
Aggravation du déficit de la balance

Le déficit de la balance commerciale s'est considérablement creusé à partir de 2010.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

F. En matière d'allocation des dépenses publiques

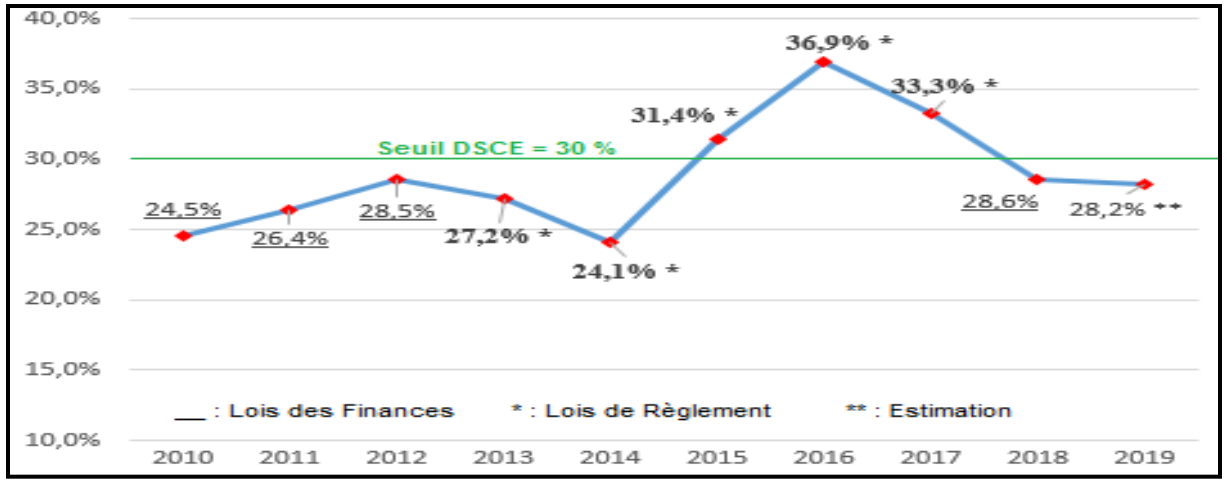
Graphique 8 : Allocations budgétaires (en milliards F CFA et en % du BIP) aux grands projets entre 2010 et 2019



Source Loi des finances 2010 et suivants

Au début de la mise en œuvre de la SCE, la part du budget allouée aux grands projets représente jusqu'à 36,08 % du BIP et la tendance globale est à la baisse jusqu'en 2017. Elle connait par la suite une augmentation progressive et représente respectivement 11,07 % et 19,62 % du BIP en 2018 et 2019.

Graphique 8 : Évolution du ratio Dépenses d'investissements/Dépenses totales de l'État entre 2010 et 2019.



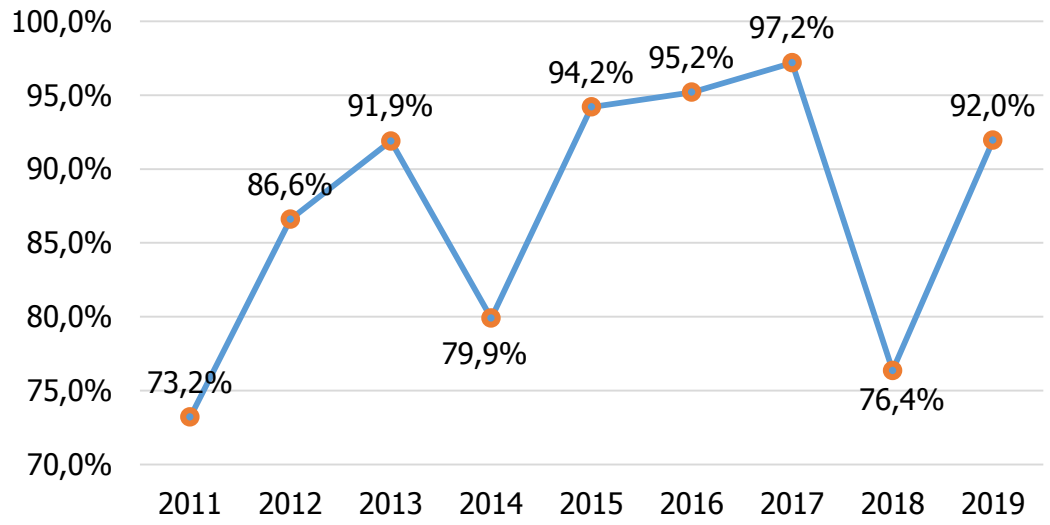
Source : Données MINEPAT (2013-2019) ; MINFI (2010-2019)

Dès 2010, le ratio du BIP dans les dépenses totales de l'État fluctue jusqu'en 2014 entre 24,1 % et 28,5 %, puis sous l'élan continue de la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures, il déborde la cible de 30 % entre 2015-2017 avec un pic de 36,9 % en 2016.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

G. En matière de mise en œuvre de la politique budgétaire

Graphique 9 : *Évolution du taux d'exécution du BIP (en % liquidation) entre 2011 et 2019*



Source : MINEPAT

Malgré les points d'inflexion de 2014 et 2018 où le taux d'exécution du BIP était respectivement de 79,9% et 76,4%, il ressort en général que ce taux est en constante augmentation sur la période du DSCE. L'une des raisons liées à ces faibles taux est l'abandon des chantiers par les prestataires dû à la persistance de l'insécurité dans certaines régions du pays

Tableau 1 : Répartition des nouveaux engagements selon le secteur d'activité

	2012-2013	2014	2015	2016
Autres Secteur	0.35	0.5	0.1	0
Rural	11.18	19.4	8.9	10.3
Social	0.89	0	0	7.8
Education	2.55	9.3	0.3	8.1
Gouvernance	5.69	2	0.3	0
Industries et services	0.47	0	0.3	0
Infrastructures	76.49	62.8	90.1	61.6
Santé	2.38	6	0	12.2
Ensemble	100	100	100	100

Tout au long de la mise en œuvre du DSCE, il a été question de canaliser les FINEX vers le développement des infrastructures particulièrement les secteurs routier et de l'énergie.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

Principaux constats: Efficacité

1. Les considérations clés de la mise en œuvre du DSCE ont été globalement respectées.

- ✓ Le ratio de l'investissement public dans le budget a fluctué jusqu'en 2014 entre 24,1 % et 28,5 %, puis, il atteint la cible de 30 % entre 2015-2017 avec un pic de 36,9 % en 2016;
- ✓ Les ressources ont été massivement affectées à la réalisation des grands projets structurants représentant en moyenne 20 % du BIP;
- ✓ Les procédures de passation de marché ont été revues notamment avec le décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics qui a apporté plusieurs innovations notamment la responsabilisation plus accrue des maîtres d'ouvrage ou maîtres d'ouvrage délégués;
- ✓ S'agissant de la sous-consommation des crédits, on relève que le taux d'exécution du BIP est passé de 73,2 % en 2011 à 97,2 % en 2017. Par ailleurs, durant la période de mise en œuvre de la SCE, l'État a élargi ses options de politiques économiques en recourant aux emprunts obligataires.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

Principaux constats: Efficacité

2. **Une économie résiliente malgré un rythme d'endettement accéléré mais maitrisé.** En dépit de la conjoncture internationale défavorable, marquée notamment par la baisse des cours des matières premières, combinée à l'insécurité transfrontalière et la situation dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest, on enregistre une croissance moyenne de 4,6 % contre 5,5 % prévue dans le DSCE;

3. **La conduite de plusieurs grands projets structurants malgré de nombreux retards parfois liés aux problèmes de maturation et de priorisation;**

4. **Un déficit structurel de la balance commerciale.** Ce déficit est passé de 574 milliards FCFA en 2010 à près de 1100 milliards FCFA en 2017 et a conduit à l'amenuisement des réserves en devises du pays;

5. **Un faible impact de la croissance économique sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages.** Le taux de pauvreté a reculé de seulement de 2,4 points de pourcentage en se situant à 37,5 % contre 39,9 % en 2007 et 40,2 % en 2001. On est loin de la cible de 28,5 % en 2020.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

1. En Matière d'infrastructure

Cas des infrastructures de transport (quelques réalisations)

1 AutoRoute Yde-Dla

Travaux à environ 40% de réalisation pour une consommation des délais de 57%

2 Routes dans le Sud-Ouest

Ring Road (Section Kumba Mamfé);
Route Ndop-Kumbo;
Route Bamenda-Manfé-Ekok.

3 Port en eau profonde de Kribi

Port déjà opérationnel, équipe de gestion constituée et travaux de construction des ouvrages industriels en cours

4 Deuxième pont du Wouri

Les travaux achevés. Travaux d'aménagements complémentaires concernant les accès au pont estimés à 75%, dont 70% côté Déïdo et 86% côté Bonabéri

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

1. En Matière d'infrastructure

Accès à l'énergie électrique

Barrage de Mekin

Barrage de Memve'ele

Barrage de Lom Pangar

1. **L'ambition était de porter la proportion des ménages ayant accès à l'électricité à 70 %;**

2. **nette amélioration observée en 2016 car 63,2 % des ménages ont accès à l'électricité;**

3. **la capacité de production électrique est passée de 933 MW (2009) à 1 517 MW (2017), soit une augmentation de 62,3 %. Toutefois, on note un gap de 1 483 MW par rapport à l'objectif fixé de 3 000 MW en 2020;**

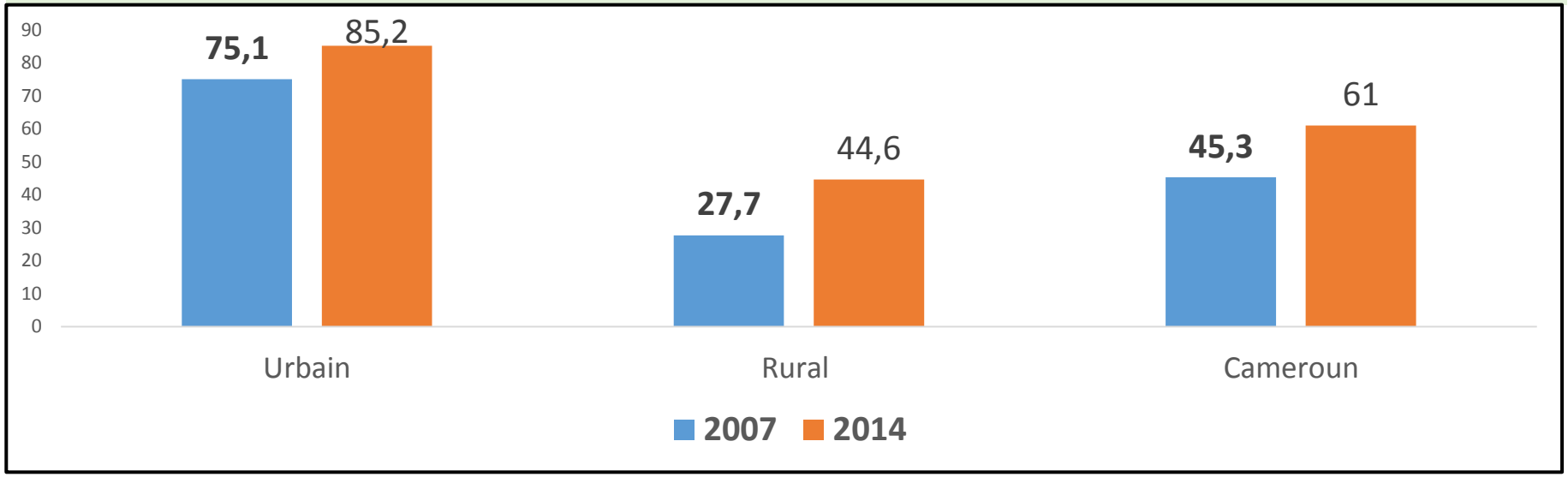
IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

1. En Matière d'infrastructure

Accès à l'eau potable

1. L'ambition était de porter la proportion des ménages ayant accès à l'eau potable à 75 %;

2. en 2014, 61 % des ménages accès à l'eau potable mais on note des disparités selon le milieu de résidence;



3. la capacité en eau installée en 2017 est de 730 000 m^3/jr ce qui représente un gap de 570 000 m^3/jr pour atteindre en 2020 les 1 300 000 m^3/jr.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

1. En Matière d'infrastructure

Urbanisation et logement sociaux

1. Le but était de construire 17 000 logements sociaux à l'horizon 2020 et de voir le taux d'accès des populations aux services urbains de base passé de 15 % (2008) à 80 % (2020).

2. Faible avancée en matière d'urbanisation et logement sociaux:

- 14 % de réalisation pour la construction des logements sociaux en 2018, soit 2 400 construits sur 17 000;
- en 2015, le taux d'accès des populations aux services urbains de base est de 35 %.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

2. Concernant le secteur rural et la protection de l'environnement

1. Entre 2013 (5,3 %) et 2016 (7,9 %) on note une augmentation de près de 50 % de la croissance annuelle du produit intérieure brute dans le secteur

2. Performance qui ne permet de résoudre entièrement la question d'insécurité alimentaire; en effet en 2017, 16 % des ménages au Cameroun souffrent encore d'insécurité alimentaire avec une accentuation du phénomène dans la partie septentrionale.

3. Bien que Les politiques publiques adressent les questions d'environnement aux moyens de diverses programmes (PNACC : Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques qui une mesure d'atténuation; le REDD + : Stratégie nationale de Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts, qui est une mesure d'adaptation) on note une faible prise en compte de la protection de l'environnement par les entreprises.

En 2016, selon le les résultats du RGE seulement 17,4 % des entreprises déclarent avoir un dispositif de protection de l'environnement

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

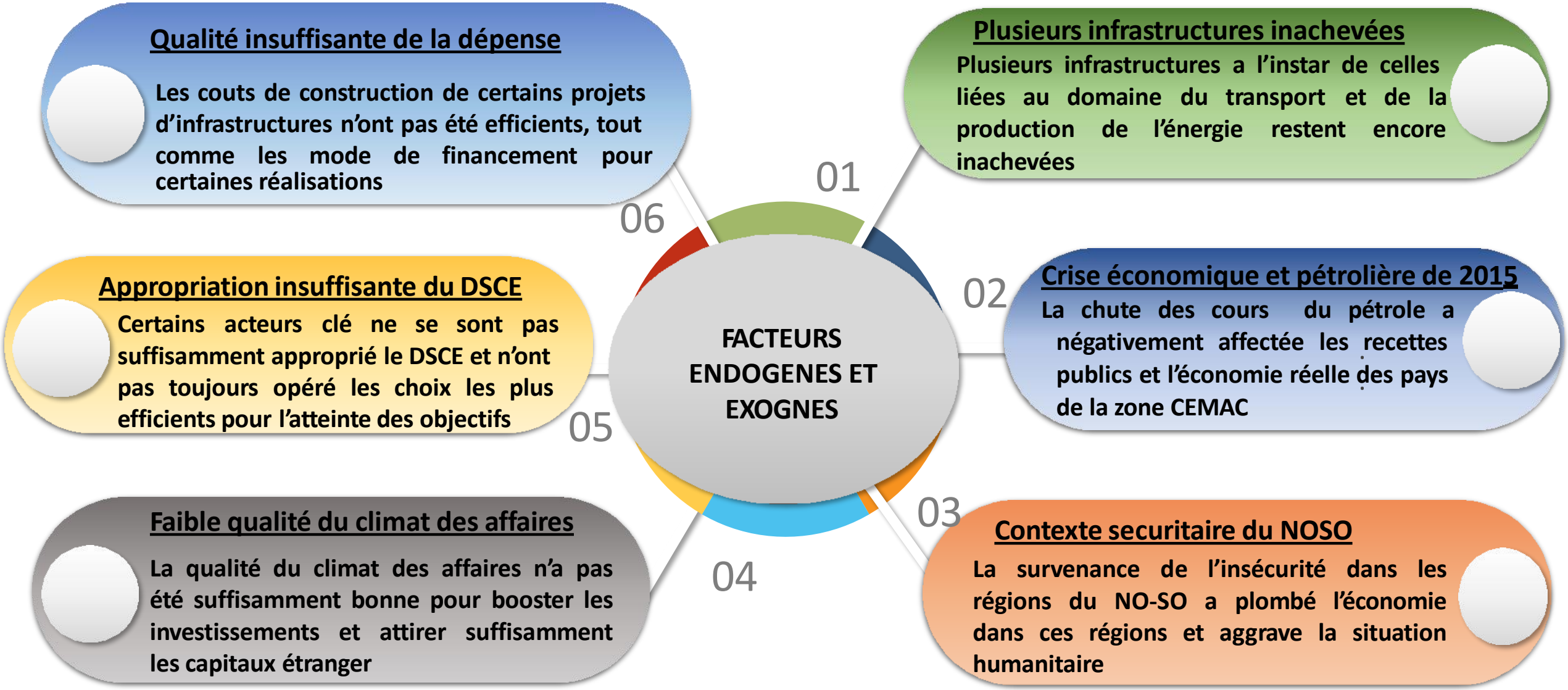
3. Industries et Services Intégration Régionale et Diversification des échanges

1. En 2017, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB se situait autour de 14,5 % ce qui est relativement proche de la valeur ciblée en 2020 (17,7 %).

2. Cependant on note une faible diversification des exportations qui restent fortement dominées par les produits primaires (coton brut, bois brut, bois scié, cacao brut en fèves, huiles brutes de pétrole) et contribuant ainsi au déficit de la balance commerciale.

IV. Situation globale et sectorielle de la mise en œuvre du DSCE

Raisons de la non atteinte des objectifs



4. Chemin restant à parcourir pour l’emergence

V. CHEMIN RESTANT A PARCOURIR POUR L'EMERGENCE

1. En Matière de Croissance

Déphasage avec la scenario

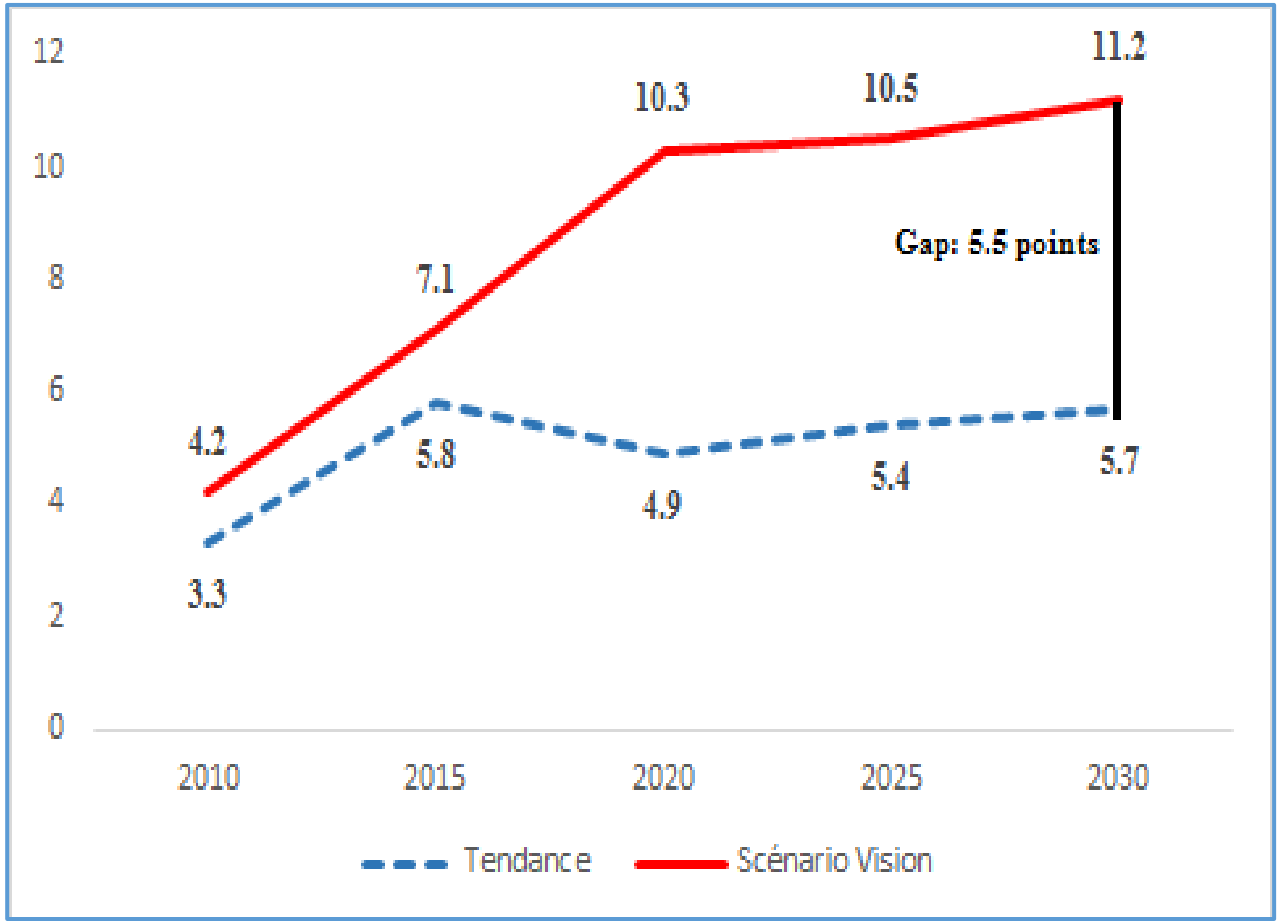
Déphasage entre la croissance réalisée et le scenario prévu par la Vision à partir de 2015

Reprise

La reprise de l'évolution à la hausse du taux de croissance se fera vers 2020

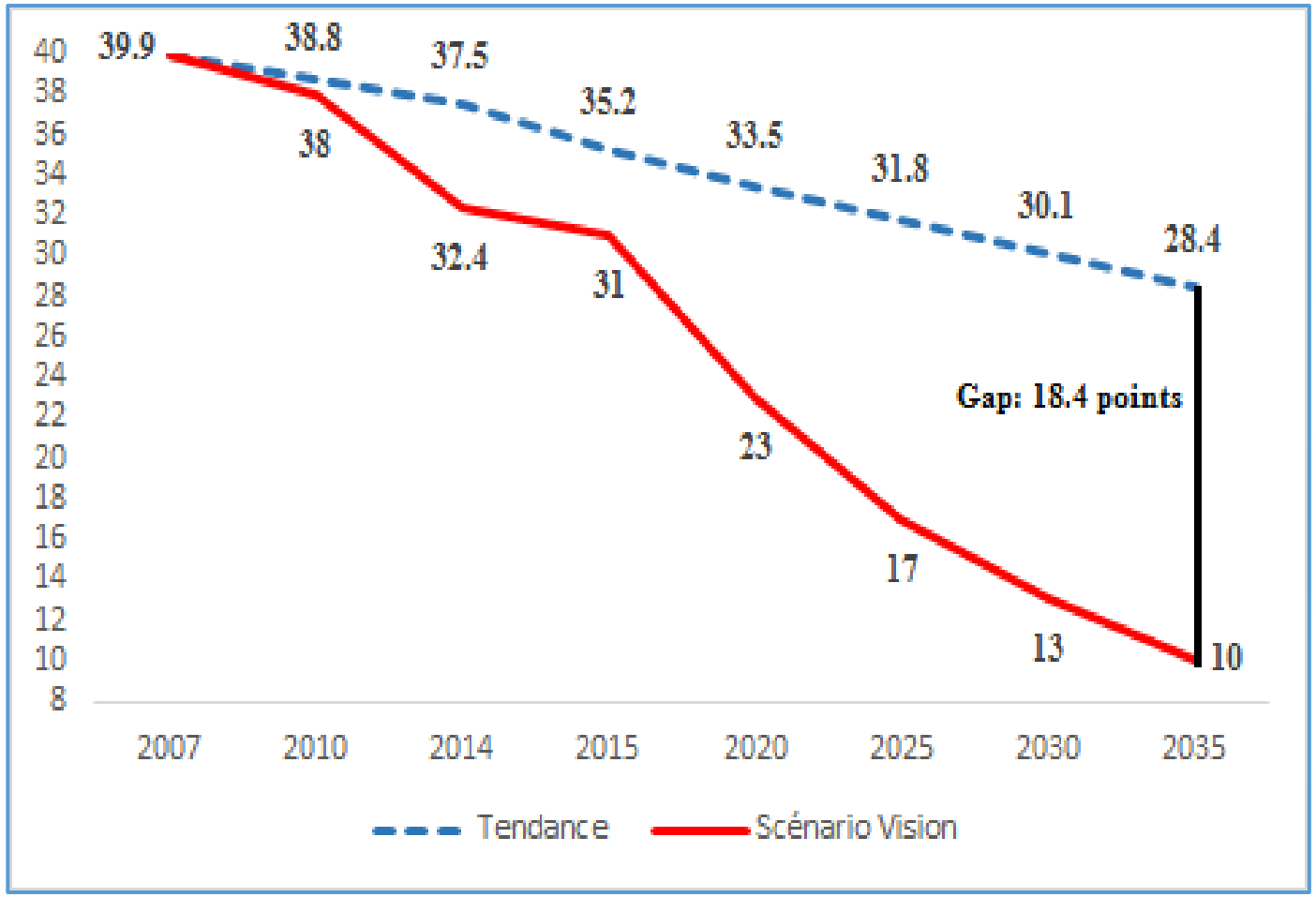
Efforts importants à réaliser

La performance additive nécessaire pour l'atteinte des objectifs est de 5,5pts de pourcentage en terme de réduction de la pauvreté



III. CHEMIN RESTANT A PARCOURIR POUR L'EMERGENCE

2. En Matière de Pauvreté



Pauvreté à la baisse

Les politiques actuelles de réduction de la pauvreté ont une performance positive compte tenu de la tendance observée

Profil défavorable

La tendance actuelle de la baisse de la pauvreté ne permet pas d'atteindre l'objectif escompté

Efforts importants à réaliser

La performance additive nécessaire pour l'atteinte des objectifs est de 10pts de pourcentage en terme de réduction de la pauvreté

5. Principaux défis à relever et implications

BESOINS ET DEFIS A RELEVER

Economique

Au plan économique, le défi majeur projeté pour la deuxième phase de la Vision 2035 ***est la transformation structurelle de l'économie Camerounaise***

Il est question de mettre les infrastructures économiques au services de cette transformation,

Pour ce faire il faut :

- ✓ Faire aboutir et mettre en exploitation les grands projets infrastructurels de première génération ;
- ✓ Mettre en place un mécanisme de sélection et de priorisation des grands projets de seconde génération ;
- ✓ Développer des mécanismes innovants de financements des grands projets notamment le recours aux PPP.

BESOINS ET DEFIS A RELEVER

Economique

- ✓ Améliorer la coordination des interventions dans le secteur des infrastructures
- ✓ **Accroitre la sous-traitance et le transfert de technologie** dans la réalisations des grands projets afin de créer les emplois décents et renforcer les capacités des PME locales
- ✓ Mettre un accent sur les infrastructures devant permettre l'essor de l'agro-indrustrie (désenclavement des bassins de production, accès à l'énergie électrique notamment en milieu rural, etc,)
- ✓ ***Renforcer l'implication du secteur privé afin que les infrastructures réalisées puissent véritablement servir de levier à l'investissement privé***.
- ✓ Développer les infrastructures intégratrices à pour faire du Cameroun un carrefour des échanges en Afrique Centrale

IV. DEFIS A RELEVER POUR LA SND30

En Conclusion

En conclusion:

Les principaux défis à relever pour la SND30

1. **Promouvoir une croissance forte, durable et inclusive et opérer une transformation structurelle de l'économie**

2. **Améliorer l'efficacité et l'efficience de la dépense publique**

3. **Améliorer le climat des affaires qui demeure une préoccupation constante au Cameroun**

4. **Restaurer la paix, consolider le vivre ensemble et l'unité nationale**

FIN DE LA PRÉSENTATION

MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION